



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

+41 22 919 41 50  
+41 22 919 41 60  
postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5  
Case postale 330  
1218 Le Grand-Saconnex  
Genève – Suisse  
www.ipu.org

## Réunion parallèle à l'occasion de la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida : Le rôle des parlements dans la lutte contre les inégalités en vue de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030

7 juin 2021, 15 h-16 h (HAEC, heure de Genève)

### RAPPORT

#### Intervenants

M. Duarte Pacheco, Président de l'UIP  
M. Mitch Fifield, Ambassadeur, Co-facilitateur de la Réunion de haut niveau  
Mme Winnie Byanyima, Directrice exécutive d'ONUSIDA  
M. Marc Angel, Ambassadeur spécial ONUSIDA, parlementaire européen  
Mme Barbara Lee, membre de la Chambre des représentants des États-Unis  
Mme Sylvia Mthethwa, sénatrice, Royaume d'Eswatini, Vice-Présidente de la santé, du travail et des affaires sociales au Parlement panafricain  
M. Charles Goerens, parlementaire européen  
Mme Felicitá Hikuam, Directrice de l'Alliance sur le sida et les droits en Afrique australe (ARASA)  
M. José Ignacio Echániz, Vice-Président du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, parlementaire, Espagne

#### Modératrice

Mme Petra Bayr, membre du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, parlementaire, Autriche

#### Introduction

Quarante ans après le signalement des premiers cas, le sida reste une urgence mondiale et l'une des pandémies les plus létales de l'ère moderne, puisqu'elle a fait 34,7 millions de morts à l'échelle mondiale. La stigmatisation, la discrimination et les inégalités sous-jacentes continuent à aggraver l'épidémie de sida, à marginaliser et criminaliser certains groupes et à restreindre l'accès à la santé, à l'éducation et à d'autres services essentiels. Un événement en ligne a été organisé le 7 juin 2021, en collaboration avec ONUSIDA, en marge de la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida afin de débattre de la nouvelle Stratégie mondiale contre le sida et du rôle que

---

"En tant que Co-Présidente du forum bicaméral et bipartite sur le VIH/sida du Congrès des États-Unis, je me suis battue aux côtés de Jennifer González Colón, membre du Congrès, en faveur de la législation bipartite visant à lutter contre l'épidémie de VIH/sida. [...] La profonde conviction bipartite du Congrès que les États-Unis doivent être en première ligne des efforts pour mettre un terme au sida a contribué aux progrès constants que nous avons enregistrés, sauvant des millions de vie chez nous et dans le monde entier et améliorant l'accès à l'éducation, à la prise en charge et à des traitements salvateurs [...]. Il est inacceptable que le cadre légal en place soumette les individus à un fardeau supplémentaire uniquement en raison de leur séropositivité."

*Mme Barbara Lee, membre de la Chambre des représentants des États-Unis*

---

les parlements peuvent jouer dans sa réalisation, notamment en s'assurant que des investissements suffisants sont consacrés à la lutte contre le VIH et à la santé. Cet événement s'est également penché sur l'impact des inégalités sur l'épidémie de VIH, ainsi que sur l'incidence de la législation sur la riposte au VIH, y compris dans le contexte de la concomitance entre l'épidémie de VIH et la pandémie de COVID-19.

Cet événement a rassemblé plus de 180 participants de 56 pays, parmi lesquels des parlementaires, du personnel parlementaire et d'autres acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH.

À l'issue de l'allocution de bienvenue prononcée par M. D. Pacheco (UIP) et M. Mitch Fifield (Australie), Mme W. Byanyima (ONUSIDA) et M. M. Angel (Parlement européen) ont expliqué dans leurs discours de présentation la perspective adoptée dans la nouvelle Stratégie sanitaire mondiale 2021-2026 pour donner un nouveau souffle à la lutte contre le VIH et mettre un terme au sida d'ici 2030. Dans son message vidéo, Mme B. Lee (Congrès des Etats-Unis) a réitéré la nécessité de continuer à lutter contre le VIH/sida. Les perspectives du Parlement d'Eswatini, du Parlement européen et de la société civile concernant le rôle que peuvent jouer les parlements pour impulser les progrès ont été présentées lors d'une réunion-débat, au cours de laquelle a eu lieu une discussion interactive qui a permis aux participants de faire part de l'expérience de leur pays.

### **Intensification de la riposte mondiale au VIH**

En dépit des améliorations significatives apportées en matière d'accès aux traitements du VIH et de réduction des décès liés au sida, les objectifs mondiaux fixés pour 2020 n'ont pas été atteints. Les accomplissements de certains pays, notamment des pays à faibles revenus, témoignent du fait que les lois et les politiques progressistes, ainsi que les systèmes de santé inclusifs, sont des catalyseurs puissants pour améliorer les perspectives sanitaires.

Sur la toile de fond de la pandémie de COVID-19, qui menace les avancées d'ores et déjà enregistrées, la Réunion de haut niveau de l'ONU sur le VIH/sida nous offre l'occasion de donner un nouvel élan à la lutte contre le VIH. Cet événement a souligné l'importance de la coopération régionale et mondiale pour mobiliser les engagements et les ressources dans tous les secteurs concernés. Toutefois, les parlements et les parlementaires assumeront une responsabilité importante dans la mise en œuvre des mesures prioritaires à l'échelon national.

## **Inégalités aggravant la pandémie de VIH**

La nouvelle Stratégie mondiale contre le sida 2021-2026 est axée sur la nécessité de mettre un terme aux inégalités aggravant l'épidémie de VIH, ce qui permettrait d'éviter 1,7 millions de décès d'ici 2030. Les participants ont mis en avant les liens existant entre la santé et le genre, les femmes et les adolescentes étant laissées pour compte, tout particulièrement en Afrique sub-saharienne. La stigmatisation et la discrimination continuent également à empêcher les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'accéder aux services dont elles ont besoin.

---

"Nous [devrions] tenir compte du fait que non seulement nous sommes parlementaires et exprimons la volonté du peuple, mais que certaines personnes vivant avec le VIH sont des parlementaires. [...] Dans mon pays, la Zambie, j'ai tenté de susciter une mobilisation en faveur des personnes vivant avec le VIH, en montrant que ces personnes n'appartiennent pas exclusivement à des groupes vulnérables, mais que certaines occupent des postes à responsabilités. La vulnérabilité est bien évidemment aussi en cause, notamment chez les femmes et les filles, et il va sans dire que nous ne pourrions remporter ce combat que si nos hommes se mobilisent."

*Mme Princess Kasune, parlementaire, Zambie*

---

Il convient néanmoins de ne pas oublier que le VIH/sida ne s'attaque pas uniquement aux groupes vulnérables et marginalisés. Il faut une prise de conscience que le VIH frappe également des personnes occupant des postes à responsabilités.

### **Le rôle du parlement**

Les participants à l'événement ont souligné qu'un grand nombre des stratégies existantes sont efficaces pour lutter contre le VIH/sida, notamment les partenariats multipartites, la constitution d'alliances avec des militants et la société civile, ainsi que les programmes fondés sur des données probantes impliquant des populations clés et des groupes en mesure d'établir le contact avec les populations marginalisées.

Les parlementaires ont été appelés à mettre la lutte contre les inégalités au cœur de leur travail, ce qui passe par le retrait des lois punitives criminalisant les personnes vivant avec le VIH et à risque de le contracter, ainsi que l'extension des lois visant à remédier à la stigmatisation, à la discrimination, à la violence sexiste et aux inégalités entre les sexes. Les parlementaires peuvent aussi renforcer la confiance du public et défendre les droits des personnes touchées par le VIH/sida.

L'inclusion du VIH/sida dans les programmes nationaux de développement et la mise à disposition d'un financement durable et prévisible joueront également un rôle central. Toutefois, la mobilisation des ressources nationales et le renforcement des ministères des finances et de l'administration fiscale constituent un défi important dans le contexte de la lutte contre la COVID-19 et de la reprise qui suivra. Dans certains pays, le taux de renouvellement élevé des parlementaires lors des élections peut également remettre en cause la priorité accordée à la lutte contre le VIH et la détermination à agir dans ce domaine.

### **Fortifier la résilience**

La pandémie de COVID-19, en exacerbant les inégalités, a suscité un recul en matière de prévention des nouvelles infections au VIH. Toutefois, les participants ont estimé que la lutte contre le VIH et celle contre la COVID-19 peuvent se renforcer l'une l'autre en s'attaquant aux inégalités, en protégeant les droits de l'homme, en

renforçant les systèmes de santé et en déterminant quelles sont les populations les plus à risque.

Si elle est efficace, la riposte au VIH/sida contribuera à fortifier la résilience et à améliorer la capacité des pays à lutter contre la COVID-19 et les autres urgences sanitaires. Les participants ont appelé de leurs vœux des stratégies plus efficaces pour lutter contre les épidémies afin de garantir le droit à la santé et de progresser dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

À l'occasion de la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida, l'UIP a adopté une déclaration visant à mobiliser les parlements du monde entier et elle continue à s'engager pour intensifier la collaboration qu'elle a nouée de longue date avec l'ONUSIDA dans le but de soutenir l'action parlementaire contre le VIH/sida, ainsi que pour les droits de l'homme et le développement.